



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

COMMUNIQUE DE PRESSE n°98/2025

Daniel Mukoko Samba : « Malgré la guerre dans l'Est, le Gouvernement préserve les finances publiques et la cohésion nationale »

Le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie nationale, Daniel Mukoko Samba, est intervenu, le mardi 27 janvier 2026, à l'Académie des Beaux-Arts (ABA), à l'occasion de la journée de mémoire dédiée à Bunagana et Uvira, placée sous le thème de la résistance, de la résilience et de l'unité dans l'Est de la République démocratique du Congo.

Prenant part au panel 2 consacré aux conséquences économiques de la guerre et de l'occupation, le Vice-Premier Ministre a mis en lumière les efforts du Gouvernement conduit par la Première Ministre Judith Suminwa, dans un contexte particulièrement difficile marqué par la perte significative des recettes publiques, l'augmentation exponentielle des dépenses sécuritaires et humanitaires, ainsi que par de multiples chocs économiques.

« Il est évident que la guerre a un coût important. Le Nord-Kivu et le Sud-Kivu représentent respectivement 12 % et 15 % du PIB national. Pour un PIB estimé à 82 milliards de dollars en 2025, il est aisé de mesurer l'ampleur de l'impact. Les chocs sur l'économie nationale se ressentent notamment à travers la hausse des prix, causée par la perturbation des circuits d'approvisionnement, comme on l'observe à Kinshasa suite à la prise de Goma, qui oblige les produits à emprunter des itinéraires plus coûteux », a-t-il expliqué.

Le Vice-Premier Ministre a également évoqué la fermeture de l'usine Bralima, autour de laquelle gravitaient plusieurs filières agricoles, notamment le sorgho et d'autres produits locaux aujourd'hui à l'arrêt.

Sur le plan agricole, Daniel Mukoko Samba a estimé à près de 50 millions de dollars les pertes annuelles de production dans le Nord-Kivu. Il a souligné l'importance stratégique du cacao, principal moteur économique pour les opérateurs économiques

de la région, précisant qu'en situation de paix, cette zone pourrait atteindre une production de 100.000 tonnes.

Les finances publiques sont également durement affectées, notamment à travers la perte des recettes douanières, estimée à plusieurs centaines de millions de dollars, du fait de la fraude, de la contrebande et de la sous-taxation.

Malgré ce contexte, le Vice-Premier Ministre a salué la capacité du Gouvernement à contenir l'endettement public et à payer régulièrement, sans arriérés, les salaires de près de 1.500.000 agents de l'État, incluant les Forces armées, la Police nationale et les fonctionnaires civils, y compris dans les zones sous occupation.

Il a rappelé que la fermeture des banques commerciales dans certaines zones occupées relevait d'une décision souveraine de l'État, visant à préserver la souveraineté monétaire. Néanmoins, le Gouvernement continue d'assurer le paiement des salaires et l'organisation des examens d'État, y compris dans ces zones, preuve du fonctionnement effectif des institutions nationales. « *Les images des élèves passant leurs examens dans des conditions difficiles illustrent clairement que l'occupation reste un phénomène transitoire face à la solidité de nos institutions* », a-t-il ajouté.

Pour Daniel Mukoko Samba, la restauration de la paix passe par la rupture de la dépendance, le renforcement de l'autonomie alimentaire dans la partie Est du pays, ainsi que par la consolidation des liens économiques entre les producteurs du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et du Tanganyika et les consommateurs de Kinshasa et d'autres parties de la République.

Fait à Kinshasa, le 28 janvier 2026

Cellule de communication/ECONAT